

**Séance ordinaire du  
jeudi 21 novembre 2019**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

**Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

**Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier  
Mandat Ville/SA3M  
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018  
Approbation de l'avenant n° 4 à la convention de mandat**

Madame l'Adjointe déléguée à la Culture, Isabelle MARSALA, rapporte :

Par délibération du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a fait l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, situé avenue de Castelnau à Montpellier, pour y installer les Archives municipales.

Par délibération du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a approuvé le projet de réhabilitation du bâtiment, son programme et son enveloppe financière prévisionnelle ; par la même délibération, la Ville a autorisé la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue SA3M, pour la réalisation des travaux d'aménagement correspondants, pour un montant de 4 131 842 € H.T. (hors rémunération du mandataire), soit 5 200 000 € TTC.

Par délibération du 20 octobre 2016, la Ville a approuvé l'avenant n°1 au mandat, avec pour objet le versement d'une avance complémentaire de 700 000 €, portant ainsi le montant total de l'avance à 800 000 €.

Par délibération du 26 janvier 2017, la Ville a approuvé l'avenant n°2 au mandat, avec pour objets l'autorisation de lancer une nouvelle procédure concurrentielle avec négociation de maîtrise d'œuvre, la prolongation de la durée prévisionnelle de la convention de mandat, la modification du programme, la

modification du montant provisoire des dépenses à engager et la modification du montant de la rémunération du mandataire et de ses modalités de règlement.

Par délibération du 25 octobre 2018, la Ville a approuvé l'avenant n°3 au mandat, avec pour objet d'approuver le montant de l'enveloppe prévisionnelle des travaux à réaliser à 6 330 000 € H.T., de préciser la durée de la convention de mandat et de porter le montant de l'avance à verser au mandataire à 1 000 000 €, soit une augmentation de 200 000 €.

Depuis fin 2016, l'ensemble du site fait l'objet d'une occupation illicite, pour laquelle le Tribunal Administratif a ordonné le 12 juillet 2018 l'expulsion des occupants, avec un délai de deux mois. En l'absence de mise en œuvre de cette décision, le bilan prévisionnel est maintenu à 10 000 K€ TTC ; le calendrier de versement de l'avance est modifié par rapport à l'avenant n° 3, comme suit :

100 000 € perçus en 2016

300 000 € perçus en 2018

400 000 € prévus en 2019, à verser dès réception par le maître d'ouvrage de l'Ordre de Service notifiant le redémarrage de l'opération.

200 000 € prévus en 2020, à verser l'année suivant la réception par le maître d'ouvrage de l'Ordre de Service notifiant le redémarrage de l'opération.

La modification de l'échéancier de versement de l'avance sera actée dans le cadre de l'avenant n°4 à la convention de mandat.

Le bilan du présent CRAC 2018 est conforme au bilan approuvé dans le cadre du CRAC 2017. Il est arrêté à 10 000 K€ TTC.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 établi par la SA3M, mandataire de la Ville pour l'aménagement des Archives municipales ;
- d'approuver le bilan prévisionnel du mandat de l'opération précitée tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2018 ;
- d'approuver l'avenant n°4 au mandat précité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 27 novembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC 2018 Archives
- avenant 4 mandat Archives

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20191121-107339-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 03/12/19  
Réception en Préfecture : 03/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.